

## Sechzehnte Sitzung – Seizième séance

**Donnerstag, 19. März 2015**

**Jeudi, 19 mars 2015**

15.00 h

14.062

### Globale Umwelt 2015–2018. Rahmenkredit

### Environnement mondial 2015–2018. Crédit-cadre

*Erstrat – Premier Conseil*

Nationalrat/Conseil national 19.03.15 (Erstrat – Premier Conseil)

*Antrag der Mehrheit*  
Eintreten

*Antrag der Minderheit*  
(Müri, Brunner, Killer Hans, Knecht, Parmelin, Rösti, Wobmann)  
Nichteintreten

*Proposition de la majorité*  
Entrer en matière

*Proposition de la minorité*  
(Müri, Brunner, Killer Hans, Knecht, Parmelin, Rösti, Wobmann)  
Ne pas entrer en matière

**Vogler Karl** (CE, OW), für die Kommission: Der Zustand der natürlichen Umwelt verschlechtert sich, und zwar global. Aktivitäten des Menschen führen zu Klimawandel, zum Verschwinden von Tier- und Pflanzenarten, zum Verlust von natürlichen Ressourcen. Deshalb hat die internationale Gemeinschaft 2014 beschlossen, das Engagement zugunsten der Umwelt fortzusetzen und die Mittel für den Globalen Umweltfonds für den Zeitraum von 2015 bis 2018 um 230 Millionen Franken auf 4,43 Milliarden US-Dollar zu erhöhen. Das internationale Engagement für die Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen ist ein Verfassungsauftrag – ich verweise auf Artikel 2 Absatz 4 und auf Artikel 54 Absatz 2 der Bundesverfassung – und gehört seit Mitte der Neunzigerjahre zu den aussenpolitischen Prioritäten der Schweiz. Ein wesentlicher Bestandteil dieses Engagements ist neben der Verpflichtung zu Emissionsreduktionen die Finanzierung von Umweltprogrammen und -projekten in Entwicklungs- und Transitionsländern.

Der beantragte Rahmenkredit von 147,83 Millionen Franken, der notabene an die öffentliche Entwicklungshilfe angerechnet wird, erlaubt es der Schweiz, ihren Verpflichtungen auf internationalem Niveau im Zeitraum von 2015 bis 2018 nachzukommen. Die jährlichen Zahlungskredite werden jeweils im Voranschlag und im Finanzplan eingestellt.

Der Rahmenkredit dient der Speisung folgender Fonds:

1. Der Globale Umweltfonds: Der Globale Umweltfonds dient als wichtigster Finanzierungsmechanismus für multilaterale Umweltabkommen. 124,93 Millionen Franken sind für die sechste Wiederauffüllung des Globalen Umweltfonds im Zeitraum von 2015 bis 2018 vorgesehen. Damit bleibt der Schweizer Beitrag gleich wie bei der letzten Wiederauffüllung für 2011 bis 2014.

2. Der multilaterale Ozonfonds: Das Ziel dieses Fonds ist es, die Herstellung und Verwendung von Gasen, welche die

Ozonschicht abbauen, in Entwicklungsländern zu senken. Der Beitrag der Schweiz an diesen Fonds beträgt maximal 11 Millionen Franken.

3. 9 Millionen Franken werden zwei Fonds zur Unterstützung der Entwicklungs- und Transitionsländer im Rahmen der Klimakonvention zugeteilt. Schliesslich wird zur Begleitung des Rahmenkredits ein Durchführungskredit von 2,9 Millionen Franken gewährt. Erlauben Sie mir noch ein paar wenige Bemerkungen zum Globalen Umweltfonds: Dieser ist das wichtigste multilaterale Finanzierungsinstrument im Umweltbereich. Der Fonds umfasst 183 Mitgliedstaaten und wird alle vier Jahre aufdotiert. Seit 1991 wurden mit insgesamt 13 Milliarden Dollar rund 3500 Projekte in 165 Entwicklungs- und Transitionsländern in den Schwerpunktbereichen Klima, Biodiversität, Bekämpfung von Wüstenbildung, Chemikalien und Abfall finanziert. Dank Investitionen in den Bereichen Energieeffizienz, Förderung erneuerbarer Energien, klimaeffiziente Transportlösungen und sonstige klimafreundliche Technologien werden Projekte des Globalen Umweltfonds bis im Jahr 2020 direkt Treibhausgasemissionen im Umfang von 2 Milliarden Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalenten reduzieren. Diese Investitionen tragen auch zum Wandel der Märkte in Richtung klimafreundlicher Technologien bei, wobei zusätzlich Milliarden Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalente in den Entwicklungs- und Schwellenländern vermieden werden.

Weiter ist der Globale Umweltfonds der weltweit grösste Unterstützer von Schutzgebieten. Projekte des Globalen Umweltfonds haben damit zu einer besseren Erhaltung von Tier- und Pflanzenarten geführt und auch die Lebensbedingungen von Millionen Menschen verbessert. So bezieht z. B. ein Drittel der grössten Städte der Welt einen erheblichen Teil ihres Trinkwassers aus ebensolchen Schutzgebieten.

Ein Letztes: In den Schutz der Umwelt zu investieren ist nicht nur ein Weg, um den globalen Umweltherausforderungen zu begegnen, sondern auch eine grosse Chance für die Entwicklungs- und Transitionsländer. Der nachhaltige Umgang mit natürlichen Ressourcen ist ein zentrales Instrument für die Sicherung eines langfristigen Wirtschaftswachstums in diesen Staaten, was letztlich auch im unmittelbaren wirtschaftlichen Interesse der Schweiz ist.

Namens der Kommissionsmehrheit beantrage ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und dieser zuzustimmen. Die Kommission hat Eintreten und Zustimmung mit 18 zu 7 Stimmen bei 0 Enthaltungen beschlossen.

**Nordmann Roger** (S, VD), pour la commission: Nous discutons aujourd'hui du projet portant approbation d'un crédit-cadre pour la protection de l'environnement mondial pour la période 2015 à 2018, que la commission vous propose d'adopter. C'est l'occasion de rappeler pourquoi une action coordonnée à l'échelle mondiale, dans de nombreux domaines qui justifient une participation financière de la Suisse, est indispensable.

Lorsqu'une communauté humaine est directement confrontée aux nuisances qu'elle produit, il est relativement aisé de se motiver pour y remédier. En Suisse, par exemple, lorsque nos cours d'eau et nos lacs ont été trop pollués, nous avons construit des stations d'épuration et interdit les phosphates dans les lessives. Avant, nous avons construit des réseaux d'assainissement dans les villes pour résoudre des problèmes d'hygiène. Aujourd'hui, la qualité de l'air est devenue un souci majeur pour le gouvernement chinois au point de constituer une menace pour la pérennité de ce pouvoir pourtant bien établi. C'est ce qui explique que les autorités chinoises fassent des efforts importants pour améliorer la qualité de l'air, en particulier en essayant de s'émanciper du charbon. Ces exemples ont ceci de commun que le cercle des pollueurs coïncide généralement avec le cercle de ceux qui subissent la pollution. Cela facilite évidemment l'action.

Vous le savez, de nombreux problèmes environnementaux dépassent les frontières nationales. Souvent des causes locales produisent un effet global. C'est typiquement le cas pour les émissions de CO<sub>2</sub> et le réchauffement climatique ou pour la destruction de la couche d'ozone. Parfois des ac-

tivités humaines dans un pays A provoquent directement des effets nuisibles dans un pays B. C'est typiquement le genre de problèmes que l'on rencontre dans le bassin des grands fleuves.

Enfin, la globalisation de l'économie et des activités humaines induit des chaînes de causalité globales. Si un métal lourd est extrait et utilisé dans un pays C pour fabriquer un produit ensuite exporté dans un pays D, il est tout à fait possible que ce dernier pays subisse lui aussi une pollution due à ce métal. Parfois, c'est la forte demande d'un pays importateur qui génère des désastres dans un pays exportateur, par exemple sur le plan de la biodiversité dans le cas des agrocarburants.

Face à des problèmes qui transcendent les frontières, il est difficile d'agir uniquement à l'échelon national, parce que cela ne suffit pas à résoudre le problème ou même, dans certains cas, ne produit aucun effet. En revanche, très souvent, une action globale permet de résoudre le problème. L'exemple le plus flagrant est celui de la lutte contre la destruction de la couche d'ozone, un problème que les efforts globaux ont permis de réduire très fortement.

Le crédit-cadre qui nous est soumis s'élève à 148 millions de francs pour une période de quatre ans au minimum – en fait, il sera dépensé sur une plus longue période. Il sert à alimenter le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'ozone et deux fonds spéciaux gérés par le Fonds pour l'environnement mondial dans le cadre de la Convention sur le climat. Outre les derniers fonds précités, ces moyens servent à assurer la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique, des conventions et protocoles du domaine des produits chimiques et des déchets dangereux, de la Convention sur les polluants organiques persistants, de la Convention sur le mercure, de la Convention sur la lutte contre la désertification et du Fonds pour l'environnement mondial dans le domaine d'intervention «eaux internationales».

Concrètement, l'argent est essentiellement utilisé pour des projets. Depuis la mise en oeuvre de ces mécanismes en 1991, 3566 projets ont été réalisés dans 165 pays. Suivant les domaines, les acteurs locaux cofinancent avec un facteur de 1 à 5. Comme ces moyens et ces projets sont tous coordonnés par le Fonds pour l'environnement mondial, ils permettent très souvent d'atteindre des synergies entre les domaines traités par les conventions. Pour ne donner qu'un exemple, l'action du Fonds pour l'environnement mondial a permis d'éliminer 70 000 tonnes de PCB, un produit industriel nocif, et plus de 40 000 tonnes d'autres polluants organiques persistants. Il y a beaucoup de projets d'efficacité énergétique, de promotion des énergies renouvelables, ou encore de renforcement des législations environnementales dans des pays en développement.

La commission vous recommande, par 18 voix contre 7, d'approuver le crédit-cadre. Pour un petit Etat comme la Suisse, très ouvert à la mondialisation, l'existence de mécanismes internationaux efficaces pour préserver l'environnement est absolument décisive. Les arguments de la minorité n'ont pas du tout convaincu. Malgré la persistance de certaines représentations idéologiques, la Suisse n'est pas une planète isolée mais bien située sur la planète Terre. Elle cause des nuisances environnementales tout comme elle en subit. Il est donc dans son intérêt bien compris que l'on résolve ces problèmes environnementaux, ce qui explique le très large soutien de la commission au projet.

Au nom de la majorité de la commission, je vous invite à entrer en matière et à approuver le projet.

**Müri Felix (V, LU):** Wir haben hier die sechste Auflage für einen Rahmenkredit für die globale Umwelt, diesmal für 2015 bis 2018, und zum sechsten Mal lehnen wir diesen Kredit ab. Was passiert mit diesen Krediten? Das sind aus unserer Sicht reine Umverteilungstopfe. Der Globale Umweltfonds erhält rund 148 Millionen Franken in einen Topf. Aus diesem Topf gibt er Gelder in 165 Länder und Projekte – darunter sind verschiedene Umwelt- und Entwicklungsprogramme – sowie an die Weltbank, Entwicklungsbanken und internatio-

nale Fonds. Das Geld geht also von Topf zu Topf. Das ist wirklich ein Giesskannenprinzip.

Wir haben es gehört: Es werden jetzt ganz viele Erfolge aufgezählt. Allerdings gibt es viele offene Fragen zu den erreichten Zielen. Wäre es nicht sinnvoller, eher weniger Projekte und diese dafür gezielter zu unterstützen, statt überall ein bisschen etwas zu machen? Diese Umverteilung und diese multilateralen Verpflichtungen machen für uns keinen Sinn.

Auch wurde unserer Kommission weisgemacht, das Geld fliesse in Form von Aufträgen an uns zurück. Ich wollte von Frau Bundesrätin Leuthard eine Auflistung von diesen erhaltenen Aufträgen und Rückflüssen, was sie mir, für die Beilage des Protokolls, auch versprach. Das Protokoll habe ich erhalten, die Auflistung nicht. Frau Bundesrätin, können Sie diese Details heute bekanntgeben? Besten Dank!

Ich bitte Sie, nicht auf dieses Geschäft einzutreten, und falls Sie eintreten, bitten wir Sie, das Geschäft am Schluss abzulehnen.

**Nussbaumer Eric (S, BL):** Namens der SP-Fraktion bitte ich Sie, auf das Geschäft einzutreten und auch den Bundesbeschluss mit diesem Kredit zu genehmigen.

Ich muss jetzt auf Kollege Müri reagieren, und ich erlaube mir, einen kantonalen Bericht aus dem Kanton Bern zu zitieren. Vielleicht hilft Ihnen das auf die Sprünge, zu erkennen, dass es etwas Intelligentes ist und dass Sie nicht zum sechsten Mal diesen Kredit ablehnen müssen: «Klimawandel» – das klingt abstrakt und fern. Aber in Guttannen ist der Klimawandel direkt vor der Haustür angekommen. Weil der Permafrost schmilzt, lösen sich Steinlawinen vom Ritzlihorn ... Bisher war es so: Wenn Hochwasser Teile des Kantons Bern zerstörten, machten wir uns ans Aufräumen, wir beantragten rasch Kredite, reparierten, erstellten Schutzbauten – Galerien, Stollen, Mauern, Renaturierungen. Und wir stellten fest: Der kontinuierliche Temperaturanstieg kommt uns wegen der Häufung der extremen Ereignisse teuer, sehr teuer zu stehen. Aber kapitulieren mussten wir im Kanton Bern bisher noch nie.» Dann geht die Darstellung weiter. Weiter hinten heisst es dann: «Das kann kein Kanton allein bewältigen. Wir brauchen eine nationale Klimaadaptations-Strategie.»

Was wir hier heute beschliessen, betrifft die Herausforderung durch die globalen Dimensionen. Was ich Ihnen hier jetzt für den Kanton Bern zitiert habe, ist eine globale Problematik. Die Umweltzerstörung schreitet voran, dadurch werden Lebensgrundlagen zerstört. In Guttannen geht es darum, ganze Weiler zu verschieben oder zu schliessen, und in anderen Teilen der Welt ist wegen der globalen Umweltzerstörung auch die wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklung bedroht. Die Umweltzerstörung hat diese negativen Auswirkungen, und wer sich in dieser Fragestellung wirklich positioniert und ehrlich antworten will, der muss sagen: Kein Nationalstaat, kein Kanton kann diese Herausforderung alleine meistern.

Darum, geschätzter Kollege Müri, überlegen Sie es sich nochmals. Es ist keine gute Sache, diesen Kredit zum sechsten Mal abzulehnen. Sie sollten die internationale Frage angehen und diesem Bundesbeschluss zustimmen.

**Bourgeois Jacques (RL, FR):** Les questions environnementales, comme la politique climatique, l'érosion de nos ressources naturelles – soit l'air, l'eau et le sol –, la biodiversité ou encore les atteintes à l'environnement sont avant tout des enjeux planétaires et mondiaux.

Conformément à l'article 54 alinéa 2 de notre Constitution, la Suisse s'engage sur le plan international pour la préservation des ressources naturelles. Le Fonds pour l'environnement mondial est un des instruments qui permettent de lutter contre les substances qui détruisent la couche d'ozone; cet instrument contribue activement à la protection du climat. La température moyenne à la surface du globe a connu, au cours de ces 130 dernières années, une augmentation de 0,85 degré Celsius. Les experts prévoient à l'horizon 2100 un accroissement de la température à la surface du globe se situant entre 0,3 et 1,7 degré Celsius, voire, selon d'autres

calculs, une augmentation qui pourrait aller de 2,6 à 4,8 degrés Celsius. Une telle élévation de la température à la surface du globe ne resterait pas sans conséquence sur notre écosystème. Nos ressources naturelles s'en trouveraient affectées, avec un déplacement des pôles de production des denrées alimentaires; les conditions météorologiques deviendraient de plus en plus capricieuses – ouragans, intempéries; des populations entières devraient migrer vers l'intérieur des terres en raison de l'élévation du niveau des mers; une diminution drastique de la diversité des espèces surviendrait, avec l'apparition de nouveaux fléaux à combattre. Nous en avons d'ailleurs fait la triste expérience l'année dernière avec la mouche *Drosophila suzukii* et le capricorne asiatique, pour ne citer que ces deux exemples.

Pour le groupe libéral-radical, il est nécessaire que la Suisse apporte sa contribution sur le plan mondial pour préserver l'environnement. Nous sommes d'avis que nous devons apporter notre pierre à l'édifice, car il s'agit avant tout d'enjeux planétaires. Toutefois, la Suisse ne doit pas faire cavalier seul, comme ce fut le cas avec l'acceptation de la loi sur le CO<sub>2</sub>, où nous avons légiféré dans le sens d'une diminution, exclusivement dans notre pays, de 20 pour cent des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020.

Ainsi le groupe libéral-radical soutient le crédit-cadre de 147,83 millions de francs qui nous est soumis, ce qui correspond, à côté des 46 autres Etats contributeurs, à notre dû calculé sur la base de notre produit intérieur brut. Nous demandons toutefois au Conseil fédéral non seulement qu'il veuille à continuer à participer à la gouvernance de ce fonds et à y jouer un rôle actif quant au choix des projets et à l'utilisation des moyens financiers mis à disposition, mais aussi qu'il encourage à faire procéder à un examen régulier, par une instance neutre, de l'efficacité des projets soutenus par le Fonds pour l'environnement mondial.

Nous demandons également que les moyens financiers requis ne viennent pas grever nos finances fédérales et soient intégrés dans le budget de l'aide publique au développement, auquel 0,5 pour cent du revenu national brut vient justement d'être alloué. Ce montant devrait par conséquent s'inscrire dans le budget prévu à cet effet.

Notre proposition est sensée puisque la pauvreté est souvent la cause d'atteintes à l'environnement. En effet, les exploitants, faute de terres suffisantes, peuvent se trouver dans la situation de devoir les surexploiter afin de pouvoir retirer un certain revenu de leur travail. Cette tendance est malheureusement attestée par le fait que ce ne sont plus les pays industrialisés mais les pays en voie de développement qui sont responsables de 57 pour cent des émissions de gaz à effet de serre.

Avec ces considérations, et au nom du groupe libéral-radical, je vous invite à approuver ce sixième crédit-cadre en faveur du Fonds pour l'environnement mondial.

**Thorens Goumaz Adèle (G, VD):** Le groupe des Verts vous demande d'entrer en matière et d'apporter votre soutien à ce crédit-cadre. Le Conseil fédéral sollicite un montant de 147,83 millions de francs pour une durée minimale de quatre ans destiné principalement à la sixième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial. Ce fonds permet de financer la mise en oeuvre des principales conventions sur l'environnement et constitue dès lors un pilier de la politique environnementale internationale.

Les défis environnementaux n'ont pas de frontière. Les changements climatiques sont causés par des émissions issues des quatre coins du monde et leurs impacts sur l'environnement et les activités humaines touchent la planète entière, même si c'est de manière inégale. Les atteintes à la couche d'ozone, également concernées par ce crédit-cadre, sont elles aussi un problème mondial, que nous avons heureusement, précisément grâce à une mobilisation internationale, pu affronter avec un certain succès. Enfin, la préservation de la biodiversité, en tant que patrimoine vital à transmettre aux générations futures, nous concerne tous, quelle que soit notre nationalité et où que nous vivions.

Nous n'avons qu'une seule planète et c'est à nous toutes et tous, par delà les frontières, qu'incombe la responsabilité d'en préserver les ressources. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain de 1972, la communauté internationale a mis en place toute une série d'instruments permettant de développer des politiques environnementales au niveau mondial. Ces instruments doivent disposer d'un financement adéquat, sans quoi ils ne sont que des tigres de papier. C'est dans ce contexte que nous sommes sollicités aujourd'hui: nous devons payer notre part pour que la Suisse assume ses responsabilités et contribue, avec les autres pays, à la préservation de notre environnement et des ressources de notre planète.

Cet engagement financier, qui nous est demandé pour la sixième fois depuis 1991 et que nous avons toujours accordé jusqu'ici, constitue dans le même temps une contribution à l'aide au développement. Rien ne sert de lutter contre la pauvreté si, de l'autre main, nous détruisons les fondements naturels de toute activité humaine, en particulier dans les pays les moins développés. Ces pays sont les plus vulnérables face aux conséquences des changements climatiques, à la déforestation, à la diminution de la fertilité des sols ou encore aux pollutions liées à l'usage de produits toxiques. Pauvreté et atteintes à l'environnement interagissent en un cercle vicieux: la pauvreté peut elle-même susciter des atteintes à l'environnement, par exemple par manque de moyens pour accéder à des technologies propres. Et la surexploitation des ressources prive les populations les plus démunies des bases de leur subsistance.

Dans cette perspective, le crédit-cadre que nous avons à adopter doit être considéré non seulement comme une contribution à la préservation de l'environnement mais aussi, plus largement, comme un soutien au développement durable à l'échelle mondiale.

L'expérience a montré que les moyens investis étaient utilisés de manière efficiente. Depuis sa création en 1991, le Fonds pour l'environnement mondial a soutenu plus de 3200 projets répartis dans 140 pays en développement ou en transition. En plus des 13 milliards de dollars américains qu'il a lui-même versés, le fonds a suscité plus de cinq fois plus de cofinancements externes. Il a donc un effet multiplicateur important au bénéfice des pays concernés et de la préservation de l'environnement.

Pour toutes ces raisons, le groupe des Verts vous recommande sans réserve d'entrer en matière et d'accepter ce crédit-cadre, afin que la Suisse assume ses responsabilités dans le domaine de l'environnement, à l'échelle internationale également.

**Buttet Yannick (CE, VS):** Les rapporteurs ont déjà tout dit et je serai donc très bref.

Une obligation inscrite dans la Constitution fédérale, une logique à toute épreuve qui constate que les problèmes environnementaux ne s'arrêtent pas à la frontière de notre pays et doivent être résolus par une indispensable collaboration internationale et enfin l'image de notre pays, traditionnellement très engagé dans les questions environnementales mondiales, ces trois points amènent tout naturellement le groupe PDC/PEV à soutenir le crédit-cadre de 147,83 millions de francs demandé par le Conseil fédéral pour le Fonds pour l'environnement mondial. Au passage, relevons que nombre de ces millions reviennent sous forme d'investissements dans notre pays.

Refuser ce crédit-cadre, c'est mener une politique égoïste et irresponsable tout en reniant notre esprit suisse. C'est en effet refuser de contribuer au maintien de conditions d'existence durables et de qualité aussi pour les citoyens de notre pays. C'est finalement s'enfermer dans une position idéologique néfaste pour la Suisse que tous les faits objectifs contredisent. Nul besoin de développer davantage. Refuser ce sixième crédit-cadre et avoir refusé les cinq crédits-cadres précédents, c'est nier une sixième fois l'évidence, c'est vouloir affaiblir une sixième fois notre pays sur la scène internationale.



Le groupe PDC/PEV en appelle au bon sens, à la responsabilité et à l'honnêteté de chacune et de chacun d'entre vous, en vous remerciant d'avance de votre soutien à ces montants investis pour améliorer notre avenir commun.

**Le président** (Rossini Stéphane, président): Le groupe vert/libéral soutient la proposition de la majorité.

**Leuthard Doris**, Bundesrätin: Es wurde schon gesagt: Dieser Rahmenkredit für vier Jahre für die globale Umwelt ist ein bekanntes Instrument. Es geht um die Verlängerung eines bestehenden Rahmenkredits, denn das internationale Engagement in diesem Bereich ist natürlich nach wie vor wichtig. Wir haben einen Verfassungsauftrag: Artikel 2 Absatz 4 und Artikel 54 Absatz 2 unserer Verfassung besagen, dass sich die Schweiz für den Schutz und die nachhaltige Nutzung der natürlichen Ressourcen engagiert, und das auf der ganzen Welt. Die weltweite Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlagen gehört auch zu den aussenpolitischen Prioritäten unseres Landes.

Wir engagieren uns deshalb für ein wirksames internationales Umweltschutzsystem. Weil vieles mit multilateralen Gefässen wirksamer, zielgerichteter und mit gemeinsamen Mitteln auch effektiver ist, machen wir das unter anderem mit diesem Rahmenkredit an den Globalen Umweltfonds und andere Organisationen. Zentraler Bestandteil dieses Engagements ist neben der Verfolgung klarer Ziele wie etwa der CO<sub>2</sub>-Reduktion im Rahmen der Klimakonvention auch die Finanzierung von Umweltprogrammen und -projekten zur Umsetzung dieser Ziele und Verpflichtungen in Entwicklungsländern.

Der Bundesrat beantragt Ihnen deshalb, den Rahmenkredit von 147,83 Millionen Franken für die Laufzeit der nächsten vier Jahre und die Einstellung der jährlichen Zahlungskredite im Voranschlag und im Finanzplan zu bewilligen. Der Hauptteil, wie schon gesagt 124,93 Millionen Franken, ist für die sechste Wiederauffüllung des Globalen Umweltfonds vorgesehen. Die Botschaft umfasst deshalb nicht nur den generellen Rahmenkredit und die sechste Wiederauffüllung des Globalen Umweltfonds, Sie finden darin auch die wichtigsten Finanzierungsmechanismen für die Umsetzung diverser Konventionen und Protokolle im Klimabereich.

Es ist so, Herr Nationalrat Muri, es geht nicht um ein einziges Gefäss. Es gibt im Bereich der Umwelt halt verschiedene Protokolle, Instrumente und multilaterale Gefässe. Das heisst aber nicht, dass das schlechter ist, als wenn es nur ein Gefäss gäbe. Im Gegenteil kann das Geld so durch die Fachleute zielgerichtet zugeführt werden. Wir können so eben auch priorisieren, wie viel Geld für welche dringlichen Vorhaben eingesetzt wird.

Weitere Bestandteile sind ein Betrag von 11 Millionen Franken für den Ozonfonds, ein Betrag von 9 Millionen für den spezialisierten Klimafonds der Klimakonvention und 2,9 Millionen für den Durchführungskredit. Der Rahmenkredit, und das müsste eigentlich die Minderheit Muri erfreuen, fällt etwas geringer aus als der vorherige, was primär auf die Währungsgewinne zurückzuführen ist. Das haben Bundesrat und Parlament einkalkuliert. Wir meinen deshalb, dass auch hier der Kredit unserer Leistungsfähigkeit und auch dem Interesse der Schweiz entspricht, die globalen Umweltprobleme vereint mit anderen zu lösen.

In den mehr als zwanzig Jahren seit seiner Gründung hat der Globale Umweltfonds wesentlich dazu beigetragen, dass dem globalen Umweltschutz Rechnung getragen wird, auch in Entwicklungsländern und in Entwicklungsstrategien. Man konnte mit dem Globalen Umweltfonds beispielsweise 10 Prozent der Landfläche der Erde unter Schutz stellen, unter anderem 1600 Naturschutzgebiete finanzieren, die 85-mal der Fläche der Schweiz entsprechen. Wir konnten den Ausstoss von Kohlendioxid um 2 Milliarden Tonnen reduzieren. Im Bereich von Chemikalien und Abfall konnten 70 000 Tonnen schädlicher Industriechemikalien und 40 000 Tonnen langlebiger organischer Schadstoffe (POP) beseitigt werden. Das sind Erfolgsgeschichten, und das sind auch die Gründe,

weshalb es Sinn macht, zusammen mit anderen Geberstaaten diese Projekte weiterzuverfolgen.

Der eingesetzte Franken löst auch weitere Franken und Dollars aus. Der Globale Umweltfonds hat dank einer Kofinanzierungsrate von eins zu fünf bei eingesetzten 13 Milliarden US-Dollar insgesamt 67 Milliarden von privater und anderer Seite mobilisiert. Auch das ist ein Argument für dieses Instrument und zeigt, dass dieser Globale Umweltfonds eine Art Schrittmacher- und Mobilisierungsfunktion für Privatinvestments und Zusatzfinanzierungen etwa auch der multilateralen Entwicklungsbanken hat. Auch das ist weit besser und effizienter, als wenn man bilateral versuchen würde, solche Projekte mit kleinen Beiträgen umzusetzen.

Die Schweiz gehört nicht zu den acht grössten Geldgebern – das ist auch richtig so –, aber die acht grössten Geldgeber bezahlen 75 Prozent des gesamten Kredits. Das ist, dies an die Adresse der Minderheit, ein verhältnismässig richtiges Engagement der Schweiz.

Betreffend den Vorwurf, wir hätten nicht Wort gehalten und nicht dargelegt, was die Rückflüsse beinhalten, wurde Herr Nationalrat Muri, glaube ich, in der Zwischenzeit aufgeklärt. Das Bafu hat seine Aufgaben gemacht. Es sind die Parlamentsdienste, die diese Unterlagen offenbar nicht weitergeleitet haben. Die Parlamentsdienste unterstehen nicht mir, sondern Ihnen; insofern ist auch dieser Vorwurf unbegründet. Natürlich kann man hier auch mit viel Bürokratie jedes Jahr Umfragen betreffend die Rückflüsse machen. Aber das bringt nichts. Ob es dann in einem Jahr vier, fünf oder zehn Millionen Franken sind, das wechselt sowieso. Wenn wir Steuerfranken für effektive Hilfe statt für die Bürokratie einsetzen, ist das auch im Sinne unserer Bürgerinnen und Bürger.

Ich bitte Sie deshalb, auf die Vorlage einzutreten und ein weiteres Mal Ja zu sagen zu diesem Schweizer Engagement bei der globalen Umweltpolitik.

**Hausammann Markus** (V, TG): Sie haben vor ein paar Wochen in Südafrika versprochen, die Sanierung und den Ausbau der Strassenbeleuchtung zu unterstützen. Meine Frage dazu: Ist das ein Beispiel, das zulasten dieses Rahmenkredits geht? Wenn dem so ist, dann stellt sich mir auch folgende Frage: Wie ist der Bezug dieses Projektes zu dem, was Kollege Nussbaumer mit Bezug auf Guttannen zitiert hat?

**Leuthard Doris**, Bundesrätin: Danke, Herr Nationalrat, für diese Frage. Das Beleuchtungsprojekt in einer Hometown in Südafrika ist ein Deza-Projekt. Das ist bilaterale Entwicklungshilfe, bei der die Umweltanliegen einen hohen Stellenwert einnehmen. Wie Sie wissen, setzen wir gemäss Parlamentsbeschluss rund 40 Prozent aller Mittel für bilaterale Projekte ein, und 60 Prozent stehen für die multilateralen Instrumente zur Verfügung.

**Friedl Claudia** (S, SG): Geschätzte Frau Bundesrätin, die Kommissions- und die Fraktionssprecher und auch Sie haben ausgeführt, welches die guten Gründe dafür sind, diesem Rahmenkredit zuzustimmen. Wenn wir jetzt dem Minderheitsantrag aus der SVP-Fraktion zustimmen und nicht auf die Vorlage eintreten würden, gäbe das einen grossen Reputationsschaden für die internationale Umweltpolitik der Schweiz. Was ich Sie fragen möchte: Hätten wir überhaupt noch eine Chance, das Sekretariat des Minamata-Übereinkommens über Quecksilber nach Genf zu holen, wenn wir diesen Rahmenkredit jetzt ablehnen würden?

**Leuthard Doris**, Bundesrätin: Das ist sicher nicht direkt mit diesem Kredit gekoppelt. Aber allenfalls würde der Reputationsschaden der Schweiz einige Staaten dazu ermuntern, nicht für die Schweiz zu stimmen und dieses Sekretariat nicht in Genf einzurichten.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 14.062/11 706)

Für Eintreten ... 122 Stimmen

Dagegen ... 47 Stimmen

(8 Enthaltungen)

**Bundesbeschluss über einen Rahmenkredit für die globale Umwelt 2015–2018**  
**Arrêté fédéral concernant un crédit-cadre pour la protection de l'environnement mondial pour la période 2015–2018**

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress, Art. 1–3**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1–3**

*Proposition de la Commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Art. 1*

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.062/11 707)

Für Annahme der Ausgabe ... 126 Stimmen

Dagegen ... 55 Stimmen

(3 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 14.062/11 708)

Für Annahme des Entwurfs ... 126 Stimmen

Dagegen ... 54 Stimmen

(4 Enthaltungen)

14.033

**Kyoto-Protokoll.**  
**Rahmenübereinkommen**  
**der Vereinten Nationen**  
**über Klimaänderungen.**  
**Änderungen von Doha**

**Protocole de Kyoto.**  
**Convention-cadre**  
**des Nations Unies**  
**sur les changements climatiques.**  
**Amendement de Doha**

*Zweitrat – Deuxième Conseil*

Ständerat/Conseil des Etats 25.11.14 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.03.15 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 20.03.15 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 20.03.15 (Schlussabstimmung – Vote final)

*Antrag der Mehrheit*  
 Eintreten

*Antrag der Minderheit*  
 (Knecht, Brunner, Killer Hans, Miesch, Müri, Parmelin, Röstli)  
 Nichteintreten

*Proposition de la majorité*  
 Entrer en matière

*Proposition de la minorité*  
 (Knecht, Brunner, Killer Hans, Miesch, Müri, Parmelin, Röstli)  
 Ne pas entrer en matière

**Thorens Goumaz** Adèle (G, VD), pour la commission: La commission s'est penchée sur cet objet lors de sa séance du 23 février dernier et vous recommande de lui accorder votre soutien par 17 voix contre 7.

Le Protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques a été ratifié par la Suisse en 2003. Il établit des obligations contraignantes de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les pays industrialisés. Le protocole prévoyait une première période d'engagement, allant de 2008 à 2012. Pour cette période, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de 8 pour cent par rapport à 1990, objectif atteint notamment au moyen de l'achat de certificats de réduction des émissions.

A l'issue de cette première période d'engagement, 37 pays industrialisés, représentant environ 14 pour cent des émissions globales, ont décidé de s'engager pour une deuxième période allant de 2013 à 2020. Outre la Suisse, il s'agit des Etats membres de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein, de Monaco, de la Norvège, de l'Australie, du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine. La moyenne des réductions annoncées par ces Etats jusqu'en 2020 représente 18 pour cent par rapport à 1990. La Suisse, pour sa part, a annoncé vouloir réduire ses émissions de 20 pour cent d'ici à 2020 par rapport à 1990, ce qui correspond à l'objectif minimal fixé dans la loi sur le CO<sub>2</sub> révisée. Un régime global et moins contraignant de réduction des émissions a parallèlement été mis en place sous l'égide de la convention. Les Etats, en particulier les pays en développement mais aussi les pays industrialisés n'ayant pas encore pris d'engagement, peuvent annoncer volontairement leurs objectifs pour 2020. Des négociations sont parallèlement en cours, depuis le sommet de Durban de 2011, concernant une troisième phase d'engagement qui devrait entrer en vigueur dès 2020. L'objectif est d'aboutir à un régime climatique international applicable à tous les Etats, y compris à des pays comme la Chine, les Etats-Unis ou l'Inde qui figurent parmi les plus gros émetteurs de CO<sub>2</sub>. L'accord devrait être adopté fin 2015 à Paris.

**Le président** (Rossini Stéphane, président): Chers collègues, il est impossible de travailler dans ces conditions. Je vous prie de tenir vos discussions hors de la salle. Je n'entends même pas la rapportrice de la commission!

**Thorens Goumaz** Adèle (G, VD), pour la commission: Nous avons donc à nous prononcer aujourd'hui, avec l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto, sur l'engagement de la Suisse pour la deuxième période qui va de 2013 à 2020. Notre pays a participé activement aux négociations de l'amendement en question. Son approbation n'implique aucune adaptation de notre législation, l'objectif fixé étant conforme à la loi sur le CO<sub>2</sub>.

Le changement climatique est incontestablement l'un des plus importants défis mondiaux. Il est admis que des mesures supplémentaires doivent être prises si nous voulons que le réchauffement soit inférieur à 2 degrés. L'inaction serait plus coûteuse, à terme, que la mise en oeuvre de telles mesures. Nous avons beaucoup parlé de cyclones ces derniers jours, avec la catastrophe qui s'est produite au Vanuatu, mais la Suisse est elle aussi concernée par les événements climatiques extrêmes, comme les inondations, les glissements de terrain ou la fonte des glaciers.

En commission, la question de la pertinence de l'objectif fixé par le Conseil fédéral, à savoir une réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 20 pour cent d'ici 2020, par rapport à 1990, a été abordée. Il faut cependant préciser que la fixation de cet objectif relève, selon la loi sur le CO<sub>2</sub>, de la compétence du Conseil fédéral et non de celle du Parlement. Des membres de la commission ont en outre souligné les efforts et les résultats réjouissants déjà réalisés en Suisse en matière de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. D'autres se sont inquiétés de l'évolution des prix des certificats de CO<sub>2</sub>, en Suisse et en Europe, de la part de la baisse des émissions réalisées et réalisables à l'avenir à l'étranger